

## Du « cabinet noir » au contrôle de tous

Note de lecture - *Bienvenue Place Beauvau, Police : les secrets inavouables d'un quinquennat*, Editions Robert Laffont, est écrit par trois journalistes, Didier Hassoux du *Canard enchaîné*, ancien de Libération, Christophe Labbé et Olivia Recasens, tous deux journalistes au *Point* et spécialisés sur les questions de police. La quatrième de couverture mentionne qu'il s'agit de « *mettre en lumière le plus cuisant échec du quinquennat qui s'achève* ».

**Y a-t-il un cabinet noir de la gauche ? Oui, répondent en fait les auteurs mais c'est la droite qui a créé les instruments dont s'est servie la gauche :** « *Le constat est rude : l'impréparation, la méconnaissance de l'appareil policier et judiciaire ainsi que les circonstances ont très vite amené François Hollande à renier ses principes et à adopter des méthodes qui n'ont rien à envier à ses prédécesseurs.* » (p. 37).

Bien sûr c'est la faute de la droite : en 2012, la gauche n'arrivait pas à trouver de dirigeants policiers dévoués à ses idées, elle a donc recouru au personnel chiraquien qui lui semblait avoir le grand avantage de détester Nicolas Sarkozy. C'est après cette thèse malicieuse que les auteurs avancent l'hypothèse du cabinet noir en y répondant positivement, quoi qu'ils en aient dit par la suite : « *Le retour aux affaires nourrit bien évidemment le soupçon sarkozyste de l'existence d'un cabinet noir. Il n'est pas possible d'en apporter la preuve formelle. Comme il n'est pas possible de prouver le contraire ! Mais l'addition d'indices troubles et de témoignages étonnants interroge. Plusieurs observateurs bien placés dans l'appareil policier nous ont décrit par le menu l'existence d'une structure clandestine, aux ramifications complexes, et dont le rayon d'action ne serait pas cantonné au seul renseignement territorial.* » (p. 24)

**Investigations clandestines.** Ces lignes contredisent donc les démentis embarrassés des auteurs après la mise au grand jour du livre par François Fillon, car **ce livre n'était, bien sûr, pas destiné à venir au secours du candidat de la droite, mais à régler des comptes au sein de la gauche en citant un certain nombre d'anecdotes et de manœuvres.** Certes, François Fillon n'est pas visé par les faits mentionnés mais ceux-ci, s'ils étaient vrais, constitueraient bien ce qui peut être qualifié d'utilisation des services de l'Etat à des fins personnelles par des investigations clandestines et ciblées pour de seules raisons politiques.

Les mécanismes, les pratiques, les habitudes décrites avec précision et les témoignages revendiqués s'appliquent à trop de personnes pour que le citoyen ne s'en

inquiète pas. Même si beaucoup de ces « témoignages » invoqués sont anonymes (la protection des sources est effectivement bien pratique et permet d'accuser avec légèreté et de pratiquer des amalgames rapides), les anecdotes rapportées montrent que la protection des libertés individuelles n'est plus garantie. Mais les accusations des journalistes sont graves, elles vont jusqu'à prétendre que Manuel Valls, Premier ministre, était visé par « *une enquête à charge conduite par une société d'intelligence économique proche de l'Élysée, qui travaille en sous-main avec la DGSE...* » (p. 43)

Les précisions et les témoignages apportés par les auteurs concernant la famille de Valérie Pécresse justifient à eux seuls une demande d'enquête. On attend donc du Parquet une diligence et une réaction à la lecture de ce livre équivalentes à celles qu'il a eues lorsque *Le Canard enchaîné* a fait de précédentes « révélations ». La presse est-elle ou non devenue elle-même un auxiliaire reconnu comme tel par le Parquet ? Mais alors, en cas d'erreur ou de légèreté, que devient la responsabilité du diffamateur quand il est suivi par la justice et qu'elle s'enlise avec lui ?

**Réseaux de courtisans.** Les révélations du livre portent essentiellement sur les pratiques policières, les ambitions de carrière et les procédés employés, les règlements de compte entre clans de policiers, les réseaux de courtisans attachés à différents hommes politiques et se rendant mutuellement des services. On y perçoit l'étendue des écoutes téléphoniques dont beaucoup ont moins pour objet de recueillir des preuves judiciaires que des renseignements à finalité politique. On y voit à quel point la pratique de la fuite intéressée est généralisée : les auteurs sont informés avec précision et à l'évidence par des policiers eux-mêmes.

**Un pays dans lequel la conjonction permanente de magistrats, de policiers, de journalistes et des plus hauts responsables de l'exécutif, de droite comme de gauche, donne lieu à des stratégies de carrière et à des manœuvres politiciennes constantes, est un pays dans lequel la démocratie est gravement en danger.** L'atteinte à l'intimité de la vie privée, au secret des correspondances et des conversations, téléphoniques ou non, est si fréquente, qu'une véritable paranoïa finit par se répandre. Les dispositions sécuritaires sur l'état d'urgence, réitérées de manière obsessionnelle sous ce quinquennat, n'ajoutent que peu de chose à l'efficacité de la lutte contre le terrorisme mais permettent un contrôle généralisé de la population dont l'exécutif tire profit et dont le citoyen commence seulement à s'inquiéter.

@DevedjianP

**Patrick Devedjian** est député et président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine.